

Cécile de SAINT-MICHEL

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

53, rue de Melun

77240 SEINE PORT

Téléphone : 01.64.19.05.71

SIRET : 432 733 517 00051 APE : 6920Z

ASSOCIATION UNIONISTE DU ROCHETON

Siège social :

RUE DU ROCHETON

77000 LA ROCHETTE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024.

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Unioniste du Rocheton relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Association Unioniste du Rocheton.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Assemblée Générale.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Seine Port, le 17 mai 2025



Le commissaire aux comptes

Cécile DE SAINT MICHEL

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	11 007	11 007		
Immobilisations corporelles				
Terrains	106 500		106 500	106 500
Constructions	3 558 169	2 387 402	1 170 767	1 288 512
Installations techniques, matériels et outillages industriels	200 452	177 398	23 054	29 050
Autres immobilisations corporelles	5 674 610	2 528 729	3 145 881	3 280 666
Immobilisations financières				
Prêts				1 450
Autres immobilisations financières	34 508		34 508	37 941
Total I	9 585 246	5 104 536	4 480 709	4 744 119
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	7 402		7 402	2 500
Avances et acomptes versés sur commandes	190		190	
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	17 126		17 126	19 812
Autres créances	75 133		75 133	91 019
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	175		175	170
Disponibilités	282 512		282 512	295 215
Charges constatés d'avance	16 123		16 123	26 213
Total II	398 661		398 661	434 928
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	4 923		4 923	5 907
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	9 988 830	5 104 536	4 884 294	5 184 955
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

**Bilan passif**

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Autres fonds propres	2 089 726	2 222 599
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	905 681	873 921
Report à nouveau	-1 801 139	-1 543 300
Excédent ou déficit de l'exercice	-12 559	-297 106
Situation nette (sous-total)	1 181 708	1 256 114
Subventions d'investissement	1 381 575	1 495 864
Total I	2 563 284	2 751 978
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	235 227	269 313
Total II	235 227	269 313
PROVISIONS		
Provisions pour risques	238 000	
Provisions pour charges	271 678	283 820
Total III	509 678	283 820
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		14 710
Emprunts et dettes financières diverses	555 999	740 884
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	225 121	152 440
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	181 872	243 670
Dettes fiscales et sociales	485 132	689 239
Autres dettes	124 641	33 697
Produits constatés d'avance	3 339	5 204
Total IV	1 576 105	1 879 844
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 884 294	5 184 955
(1) Dont à plus d'un an (a)	414 292	
Dont à moins d'un an (a)	936 691	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

**Compte de résultat**

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	4 474	4 790
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	1 310 288	1 305 575
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	749 570	847 586
Ressources liées à la générosité du public	1 707 324	1 723 076
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	103 477	30 183
Utilisation des fonds dédiés	238 800	222 242
Autres produits	63 257	62 847
Total I	4 177 191	4 196 300
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	10	50
Autres achats et charges externes	1 201 186	1 565 565
Impôts, taxes et versements assimilés	227 516	253 744
Salaires et traitements	1 541 874	1 659 532
Charges sociales	522 584	541 290
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	273 960	289 632
Dotations aux provisions	292 091	60 289
Reports en fonds dédiés	201 853	221 206
Autres charges	12 333	8 245
Total II	4 273 407	4 599 553
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-96 216	-403 252
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	62	31
Autres intérêts et produits assimilés	1 360	4 587
Total III	1 421	4 618
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	14 206	16 249
Total IV	14 206	16 249
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-12 785	-11 631



Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-109 002	-414 884
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 820	2 192
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	114 288	119 560
Total V	117 108	121 752
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	19 572	3 587
Total VI	19 572	3 587
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	97 536	118 165
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 094	387
Total des produits (I+III+V)	4 295 720	4 322 670
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	4 308 280	4 619 776
EXCEDENT OU DEFICIT	-12 559	-297 106



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : UNIONISTE DU ROCHETON

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 4 884 294 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 12 559 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Selon les statuts, l'objet de l'association est de :

- promouvoir un mouvement d'inspiration évangélique, de visée oecuménique et de style laïque dans la région d'Ile de France en suscitant la vocation et en assumant la fonction de membres responsables nécessaires à la vie de l'association ;
- entretenir toutes les relations utiles avec les églises, les mouvements et associations analogues et les services sociaux des collectivités locales, départementales et régionales ;
- gérer le « centre international du Rocheton », apporté par l'Alliance nationale et tout autre immeuble et locaux utiles au rayonnement et à l'extension de l'association ;
- développer toutes activités d'accueil, d'animation, d'éducation et de service social, soit dans le cadre des loisirs, soit dans le cadre des actions de formation, soit pour aider des jeunes en difficulté, des réfugiés, des groupes en recherche, soit pour le développement de toute action en faveur du tiers monde, et enfin pour toute raison jugée valable par l'Assemblée générale ;
- de rassembler toutes les personnes qui désirent apporter leurs concours aux buts ci-dessus.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014 qui remplace le règlement 99-03.
- Le règlement de l'ANC n° 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif intégrant l'article 1er du règlement ANC n° 2019-04 et les règlements ANC n° 2020-08, n° 2021-02, n° 2022-02 et n° 2022-04.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 5 ans
- * Agencements des constructions :
10 à 50 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Affectation des résultats des comptes administratifs :

Les résultats par activité des comptes administratifs des exercices précédents, en attente d'incorporation dans les budgets des exercices suivants sont présentés en "Reports à nouveau". Ils demeurent ainsi comptabilisés tant que ces résultats n'ont pas fait l'objet de décision par les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle sur leur reprise effective dans les comptes administratifs des exercices suivants.

Apport sous condition de reprise :

Un apport sous condition de reprise a été effectué par l'Alliance Nationale des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens de France en date du 15/09/2005 pour une valeur de 3 400 000 Euros.

La quote-part virée au compte de résultat au titre de l'exercice 2024 est de 62 296 Euros.

La valeur de la quote-part cumulée au 31/12/2024 reprise au résultat est de 1 227 280 Euros.

La valeur restante au 31/12/2024 est de 2 172 720 Euros.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 007			11 007
Immobilisations incorporelles	11 007			11 007
- Terrains	106 500			106 500
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	3 558 169			3 558 169
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	200 452			200 452
- Installations générales, agencements aménagement divers	5 031 406	14 449		5 045 855
- Matériel de transport	94 473			94 473
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	534 282			534 282
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	9 525 282	14 449		9 539 731
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	39 391	1 575	6 458	34 508
Immobilisations financières	39 391	1 575	6 458	34 508
ACTIF IMMOBILISE	9 575 680	16 024	6 458	9 585 246



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 007			11 007
Immobilisations incorporelles	11 007			11 007
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	2 269 657	117 745		2 387 402
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	171 402	5 997		177 398
- Installations générales, agencements aménagement divers	1 790 013	136 983		1 926 995
- Matériel de transport	74 504	7 023		81 527
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	514 978	5 229		520 207
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 820 554	272 977		5 093 530
ACTIF IMMOBILISE	4 831 561	272 977		5 104 536



Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
<i>Ventilation des dotations</i>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire		272 977	272 977
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice		272 977	272 977
<i>Ventilation des diminutions</i>			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés			
Eléments mis hors service			
Diminutions de l'exercice			



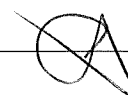
Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières	7 402	2 500	4 902	
Autres approvisionnements				
Total I	7 402	2 500	4 902	
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
Total II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III				
Production stockée				





Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 142 890 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	34 508		34 508
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	17 126	17 126	
Autres	75 133	75 133	
Charges constatées d'avance	16 123	16 123	
Total	142 890	108 382	34 508
Prêts accordés en cours d'exercice	3 000		
Prêts récupérés en cours d'exercice	4 450		

Produits à recevoir

	Montant
RRR À OBTENIR ET AUTRES AVOIRS NON	1 692
PRODUITS A RECEVOIR	27 884
INTERETS COURUS A RECEVOIR	1 042
Total	30 618



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de repris	2 222 599	-39 266	60 929	154 536	2 089 726
Ecart de réévaluation					
Réserves	873 921		62 240	30 479	905 681
Report à Nouveau	-1 543 300	-257 840			-1 801 139
Excédent ou déficit de l'exercice	-297 106	297 106		12 559	-12 559
Situation nette	1 256 114		123 169	197 575	1 181 708
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 495 864			114 288	1 381 575
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat					
TOTAL	2 751 978		123 169	311 863	2 563 284

Les fonds associatifs "avec droit de reprise" comptabilisent les ressources à caractère permanent affectées à l'association avec conditions provenant d'apports, de legs, de donations affectées à des biens renouvelables.

Par acte d'apport du 15 septembre 2005, l'Alliance Nationale des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens de France apporte avec différents droits de reprise un ensemble immobilier à l'association. L'apport est évalué à un montant de 3 400 000 Euros.



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges		238 000			238 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	281 869	54 091		66 233	269 727
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	1 951				1 951
Total	283 820	292 091		66 233	509 678
<i>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</i>					
Exploitation		292 091	66 233		
Financières					
Exceptionnelles					



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 350 983 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	555 999	141 707	256 239	158 053
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	181 872	181 872		
Dettes fiscales et sociales	485 132	485 132		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	124 641	124 641		
Produits constatés d'avance	3 339	3 339		
Total	1 350 983	936 691	256 239	158 053
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	184 882			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARV	64 311
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	712
DETTES PROV.CONGES A PAYER	151 668
AUTRES CHARGES A PAYER	74 712
DIVERS CHARGES A PAYER	21 721
Total	313 124



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	16 123		
Total	16 123		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	3 339		
Total	3 339		

**RAN 2024****CHRS**

Nature du RAN	Débit	Crédit
RAN des activités contrôlées affectées		
- à l'activité		
- aux exercices ultérieurs		16 794,48
Report à nouveau des activités contrôlées non affectées (affectation résultat N-1 en attente de confirmation)	23 832,77	
Total compte 115033 + 115130 (résultat sous contrôle de tiers financeurs)	23 832,77	16 794,48
Compte 115913 (dépenses refusées par l'autorité de tarification)	40 926,68	
Compte 116 (dépenses non opposables aux tiers financeurs)		
RAN de la gestion propre (compte 110 ou 119)		
Solde 115033 + 115130 + 115913	47 964,97	

CPH

Nature du RAN	Débit	Crédit
RAN des activités contrôlées affectées		
- à l'activité		
- aux exercices ultérieurs		81 624,46
Report à nouveau des activités contrôlées non affectées (affectation résultat N-1 en attente de confirmation)		17 308,34
Total compte 115031 + 115110 (résultat sous contrôle de tiers financeurs)		98 932,80
Compte 115911 (dépenses refusées par l'autorité de tarification)	12 042,78	
Compte 116 (dépenses non opposables aux tiers financeurs)		
RAN de la gestion propre (compte 110 ou 119)		
Solde 115031 + 115110 + 115911		86 890,02

CADA

Nature du RAN	Débit	Crédit
RAN des activités contrôlées affectées		
- à l'activité		
- aux exercices ultérieurs		564,78
Report à nouveau des activités contrôlées non affectées (affectation résultat N-1 en attente de confirmation)	32 741,90	
Total compte 115032 + 115120 (résultat sous contrôle de tiers financeurs)	32 741,90	
Compte 115912 (dépenses refusées par l'autorité de tarification)	89 741,90	
Compte 116 (dépenses non opposables aux tiers financeurs)		
RAN de la gestion propre (compte 110 ou 119)		
Solde 115032 + 115120 + 115912	121 919,02	

GESTION PROPRE

Nature du RAN	Débit	Crédit
RAN des activités contrôlées affectées		
- à l'activité		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau des activités contrôlées non affectées (affectation résultat N-1 en attente de confirmation)		
Total compte 115 (résultat sous contrôle de tiers financeurs)		
Compte 114 (dépenses refusées par l'autorité de tarification)	443 354,37	
Compte 119 (dépenses non opposables aux tiers financeurs)		
RAN de la gestion propre (compte 110 ou 119)	1 357 785,09	
Solde 114100 + 119000	1 801 139,46	



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Prestations services Hébergement	70 273
Prestations services Repas	71 632
Prestations services Forfait séjour	740 162
Prestations services Locations	106 616
Prestations services Bafa	158 143
Produits accessoires – Remboursement	163 461
Cotisations	4 474
TOTAL	1 314 761

Charges et produits d'exploitation et financiers

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 11 888 euros

Subventions d'exploitation

Les subventions affectées à un bien renouvelable par l'association figurent au passif du bilan dans les autres fonds associatifs.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		644 507	94 162	10 901		749 570
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		61 459	45 940	5 021	1 869	114 288
						863 859



Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation	62	31
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 360	4 587
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	1 421	4 618
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 206	16 249
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	14 206	16 249
Résultat financier	-12 785	-11 631

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 – TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOIT	13 713	
79120000 – TRANSFERT DE CHARGES DIVERS	18 286	
79121000 – FORFAIT MÉNAGE INTERNE	5 245	
	37 244	
Total	37 244	



Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	5 572	
Indemnités Prud'hommes	14 000	
Provision à tord Agefiph 2023		2 820
Subventions d'investissement virées au résultat		114 288
TOTAL	19 572	117 108

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice	12 559	
Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (C.A.D.A.)		2 457
Centre Provisoire d'Hébergement (C.P.H.)		32 511
Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (C.H.R.S.)		18 098
Secteur Hébergement (CIS)	64 292	
Bafa	1 333	
Part du résultat sur gestion conventionnée	65 625	53 066
Part du résultat sur gestion libre		

Comptabilisation de la reprise des résultats :

Les résultats des activités, sous contrôle de tiers financeurs sont repris en augmentation des produits pour ce qui concerne le reversement des excédents antérieurs, et en diminution des produits pour ce qui concerne la reprise des déficits antérieurs.

Cette méthode permet de déterminer le résultat économique de l'entité : les reprises de résultat venant en majoration (déficit) ou minoration (excédent) des produits de l'exercice versés par l'autorité de tarification.



Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'ayant aucun lien direct prépondérant avec une situation existant à la clôture de l'exercice n'est survenu entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 40 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		3	3	3
Employés	13	21	34	34
Ouvriers	2	1	3	3
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	15	25	40	40

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-580, l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le total des rémunérations et avantages versé aux trois plus hauts cadres dirigeants.

L'information qui serait fournie dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de publicité des rémunérations et avantages.

Il est précisé qu'aucun administrateur de l'association n'est rémunéré pour ses fonctions.



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	269 727
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Emprunts : Intérêt restant à payer au 31/12/2024	35 663
Autres engagements donnés	35 663
Total	305 390

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 269 727 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 269 727 euros

Les indemnités pour le départ en retraite sont fixées par la convention collective de l'animation.

Le montant de l'indemnité varie en fonction de l'ancienneté des salariés. L'âge de départ à la retraite retenu est 65-67 ans (départ à taux plein).

La provision est déterminée comme suit :

Taux d'actualisation : 3.35 %

Taux de revalorisation des salaires : 1 %

Taux de charges sociales retenu : 40 %

Contribution employeur : 0 %

Turn over : fort

Table de mortalité : INSEE 2024

Convention collective : Animation



Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	70 240	32 809
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	70 240	32 809
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	70 240	32 809
Total	70 240	32 809

Les contributions volontaires en nature renferment exclusivement le bénévolat de certains membres du Bureau en l'absence de la Directrice sur la période du 05/07/2024 au 31/12/2024 pour un total de 1 301 heures.

La valorisation du taux horaire de cette contribution est basée sur la rémunération brute mensuelle de la dernière directrice générale en poste sur 2024.

Le taux de charges sociales appliqués est de 44.02%.

Ce temps de bénévolat est consacré aux activités de direction, de réunion de CSE et de réunion de service et concerne des tâches d'accompagnement, d'animation, de comptabilité, de secrétariat et autres tâches administratives.



Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouvertur de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj sans dép.)
	A		B		C	A - B + C	
Fondation de Fra	2 502	2 502				2 502	
DDCS – Contract	253	253				253	
DRJS – citoyen	3 101	3 101				3 101	
UCJG (2016)	3 381	3 381				3 381	
GDV éco citoyen	2 823	2 823	2 823				
GDV scolarisation	33 309	33 309	33 309		2 861	2 861	
GDV santé	3 773	3 773	3 773				
GDV insertion pr	3 527	3 527	3 527				
CHU – Action acc	32 381	32 381	32 381				
COVID-19 – Surc	9 627	9 627				9 627	
FLE 1	137 518	137 518	137 518				
FLE 2	25 469	25 469	25 469				
CONSEIL NUME	11 649	11 649				11 649	
GDV-Eco citoyen		3 971				3 971	
GDV – Scolarisati		26 958				26 958	
GDV – Santé		2 453				2 453	
GDV – Insertion p		3 637				3 637	
FLE 1		46 296				46 296	
FLE 2		66 060				66 060	
CHU – Action acc		38 988				38 988	
ALTHO		13 489				13 489	
Total	269 313	471 166	238 800		2 861	235 227	

Cécile de SAINT-MICHEL

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

53, rue de Melun

77240 SEINE PORT

Téléphone : 01.64.19.05.71

SIRET : 432 733 517 00051 APE : 6920Z

ASSOCIATION UNIONISTE DU ROCHETON

Siège social :

RUE DU ROCHETON

77000 LA ROCHETTE

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les comptes
annuels**

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé.

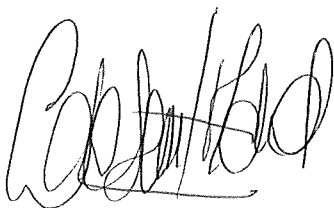
Il vous appartient, selon les termes de l'article 35 du décret du 23 Mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L223.19 du code de commerce.

Fait à SEINE PORT, le 17 mai 2025,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Cécile de Saint Michel', written in a cursive style.

Cécile de SAINT MICHEL
Commissaire aux comptes